



avec le soutien de

CONSORTIUM COSOME/SOS-TORTURE-BURUNDI/FOCODE

### ANALYSE DU FONCTIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUE APRES LES ELECTIONS DE 2020



De Gauche à droite, Evariste <u>Ndayishimiye</u> et son épouse en 2021 et Pierre <u>Nkurunziza</u> en 2018.

### Contenu

I. pol	Contexte de la thématique Gestion de l'espace politique: analyse du fonctionnement des partis itiques après les élections de 2020	3
Ī	.1. Contexte des élections de 2020	3
	1.1.1. Élections présidentielles et générales 2020 au Burundi	3
ı	.2. Résultats des élections	4
	1.2.1. Résultats au niveau de l'Assemblée Nationale	4
	1.2.2. Résultats des Présidentielles	4
:	L.3. Mise en place des institutions nouvellement élues	5
II.	Cadre juridique des partis politiques	7
2	2.1. Définition des concepts	7
2	2.2. Régime des partis politiques au Burundi	7
III.	De l'occupation de l'espace politique : accaparement, exclusion et intimidation	8
3	3.1. Accaparement de l'espace politique par le CNDD-FDD	8
3	3.2. Manipulation du fait religieux pour se garantir plus d'emprise sur la population	9
3	3.3. Présence accrue et prise de parole dans les assemblées des différentes Eglises	9
3	3.4. De l'exclusion et de l'intimidation	.10
	3.5. Les Jeunes Imbonerakure et administratifs zélés maintiennent sous pression quartiers et colline	
3	3.6. Militarisation de la jeunesse à travers une semaine dédiée aux héros de la lutte pour la paix et la démocratie	
3	3.7. Résilience et/ou résistance des partis politiques burundais face au CNDD-FDD	.12
	3.7.1. Des partis politiques qui n'existent que de nom et qui ne sont représentés qu'au sommet	.13
	3.7.2. Des partis politiques à réaction mitigée	.13
	3.7.3. Des partis politiques divisés en ailes et dont certaines se trouvent en exil	.13
	3.7.4. Des partis politiques qui ont été contraints à la clandestinité et à l'exil	.14
	3.7.5. Des partis qui déclarent ouvertement leur caractère de parti de l'opposition	.15
3	3.8. Des initiatives de paix	.15
	3.8.1. Mise en place d'un forum des partis politiques du Burundi (FDP)	.16
	3.8.2. Tentative de rapprochement des jeunes pour la paix	.16
IV.	Conclusion	.18
V	Recommandations	.18

### Sigles et abréviations

ADC : Alliance Démocratique pour le Changement

ASSEJEBA : Association Espoir pour les Jeunes Batwa

CNDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie

CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces pour la

Défense de la Démocratie

CNL : Congrès National pour la Liberté

FAB : Forces Armées Burundaises

FDP : Forum des Partis Politiques

FNL : Forces Nationales de Libération

FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi

JEDEBU : Jeunesse Démocratique du Burundi

JRR : Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore

MRC : Mouvement pour la Réhabilitation du Citoyen

MSD : Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

PALIPEHUTU : Parti pour la Libération du Peuple Hutu

RDC : République Démocratique du Congo

UJEDECO : Union des Jeunes du Burundi pour le Développement Communautaire

UNIPROBA : Unissons-Nous pour la Promotion des Batwa

UPRONA : Union pour le Progrès National

I. Contexte de la thématique Gestion de l'espace politique: analyse du fonctionnement des partis politiques après les élections de 2020

### I.1. Contexte des élections de 2020

### 1.1.1. Élections présidentielles et générales 2020 au Burundi

En juin 2018, le président sortant Pierre Nkurunziza avait surpris tout le monde en annonçant qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Il avait pourtant modifié la Constitution. Au pouvoir depuis 2005, l'annonce de sa candidature en 2015 avait plongé le Burundi dans une crise profonde et meurtrière. 1

Le 20 mai 2020, quelque 5,1 millions de Burundais ont été appelés à choisir leurs président, députés et conseillers communaux. D'aucuns s'attendaient de savoir qui allait succéder au chef de l'État Pierre Nkurunziza. Sept candidatures ont été retenues.

La campagne à cette course électorale a été entamée le 27 avril 2020 et s'est clôturée le 17 mai 2020



en pleine pandémie de coronavirus. A l'issue de la campagne en amont de ces élections présidentielle, législatives et communales entachée de violences et marquée par des arrestations de membres de l'opposition, y compris de candidats, et par la limitation de la liberté d'expression, la commission électorale nationale a annoncé des résultats provisoires le 25 mai. Elle a annoncé qu'Évariste Ndayishimiye, le candidat à la présidentielle du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), avait remporté 68,72% des voix, mais le 28 mai, le président de la commission a déclaré que des résultats sous forme de « *draft* » qui

n'avaient pas été « *officiellement publiés* » devaient être retirés. Le 30 mai, elle a déclaré Évariste Ndayishimiye vainqueur de la présidentielle, bien que la Cour constitutionnelle eût dû encore valider les résultats.<sup>2</sup>

«Les élections se sont déroulées dans un climat extrêmement répressif, sans observateurs internationaux indépendants », a déclaré Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale de Human Rights Watch. « Les informations faisant état de meurtres, d'arrestations arbitraires, de passages à tabac et d'actes visant à intimider les électeurs lors de la campagne ne devraient pas être ignorées. <sup>3</sup> »

-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> https://information.tv5monde.com/afrique/presidentielle-2020-au-burundi

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> https://www.hrw.org/fr/news/2020/06/01/burundi-les-elections-ont-ete-entachees-dactes-dintimidation-etdarrestations

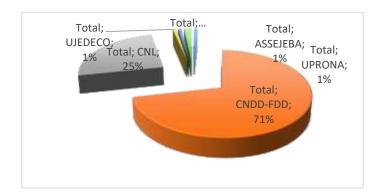
<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Idem

#### I.2. Résultats des élections

### 1.2.1. Résultats au niveau de l'Assemblée Nationale

Seuls trois partis franchissent le seuil électoral de 2 %. Sur les 100 députés élus au scrutin direct, 72 sont des Hutus et 28 des Tutsi, entrainant la cooptation de 20 députés Tutsi supplémentaires afin de respecter le ratio 60/40 entre les deux ethnies. Le groupe des députés élus se composant par ailleurs de 66 hommes et 34 femmes, les 20 cooptés sont répartis en 9 hommes et 11 femmes afin de respecter ce même ratio de 60/40 entre les deux sexes, pour un total final de 72 Hutus et 48 Tutsis, auxquels s'ajoutent les trois Twas par cooptation, dont 2 hommes et 1 femme<sup>4</sup>.

Au niveau du parlement, l'occupation des sièges démontre sans équivoque la supériorité écrasante du CNDD-FDD qui tend à « faire disparaître l'opposition et d'exister comme si on était dans un système de parti unique ».<sup>5</sup>



### 1.2.2. Résultats des Présidentielles

Monsieur Evariste Ndayishimiye l'emporte dès le premier tour avec un peu plus de 68 % des suffrages, ce qui aurait conduit, sans la mort subite de Pierre Nkurunziza le 8 juin, à la première passation de pouvoir démocratique du pays après la signature de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi.

<sup>4</sup> https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections I%C3%A9gislatives burundaises de 2020

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Agathon Rwasa lors du Congrès National du CNL pour la liberté 21/10/2020 organisé sous le thème : Démocratie et droits de l'homme

Tableau synoptique des résultats de la présidentielle de mai 2020<sup>6</sup>

Parti/Coalition/Indépendant	Suffrages obtenus	% par Candidat	Classement
CNDD-FDO	3 082 210	68,70%	1,
CNL	1 084 788	24,18%	Z <sup>ère</sup>
UPRONA	73 353	1,63%	3 <sup>816</sup>
KIRA BURUNDI	24 470	0,54%	4***
SAHWANYA FRODEBU	21 232	0,47%	5 <sup>em</sup>
Dieudonné NAHIMANA	18 709	0,41%	6***
Francis ROHERO	6 942	0,19%	7 <sup>8+4</sup>
TOTAL	4 313 704		
NULS	83 690	1,87%	
ABSTENTIONS	87 534	1,95%	
TOTAL DES VOTANTS	4 484 928	100	
INSCRITS	5 113 418		
TAUX DE PARTICIPATION	87,71%		

« Considérant que l'article 103 alinéa 2 de la constitution dispose : « Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés » et que Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE, candidat du parti CNDD-FDD à l'élection présidentielle du 20 mai 2020 a obtenu 68,70% des suffrages exprimés ;

Considérant qu'en effet, le candidat Evariste NDAYISHIMIYE sort vainqueur de l'élection présidentielle du 20 mai 2020 [...]. »<sup>7</sup>

Malgré les contestations et le désenchantement de certains, l'opinion avisée s'attendait à la victoire réelle ou usurpée du CNDD-FDD. Même ceux qui avaient déposé des recours auprès de la Cour constitutionnelle ne s'attendaient pas à des miracles.

### 1.3. Mise en place des institutions nouvellement élues

Le nouveau gouvernement de Ndayishimiye s'inscrit dans la continuité du régime dictatorial légué par feu Pierre Nkurunziza. En effet, à part que Ndayishimiye lui-même ne cesse de clamer haut et fort et chaque fois qu'il en saisit l'occasion qu'il mettra en pratique l'héritage lui légué par son prédécesseur, tous les faits et gestes du nouveau président prouvent à suffisance cette volonté. En effet, la persistance de l'exclusion de l'opposition dans les sphères de la gouvernance du pays, l'étouffement de la société civile et des médias indépendants, la prolifération des discours de haine contre la communauté Tutsi, la nomination d'un civil (Imbonerakure) à la tête du ministère de la défense nationale et des anciens combattants (alors que ce ministère devrait normalement être dirigé par un général tutsi issu des ex-FAB) pendant qu'un grand général issu de l'ex-rébellion du CNDD-FDD est placé à la tête de celui de la sécurité publique, sont autant de signes révélateurs de la

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> https://medialibrary.uantwerpen.be/oldcontent/container49546/files/Burundi/Constitution/RCCB387.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Arrêt RCCB 387 du 04 juin 2020.

continuité du régime légué par feu Pierre Nkurunziza qui se lisent à travers la formation du nouveau gouvernement<sup>8</sup>.

Depuis l'investiture du président Evariste Ndayishimiye et la formation de son premier gouvernement, le champ politique burundais est désormais dominé par le parti CNDD-FDD, au pouvoir depuis 2005. Toutes les institutions politiques et administratives du pays sont contrôlées par le parti CNDD-FDD. Il n'y a manifestement aucune chance à la reprise d'un dialogue politique inclusif réclamé depuis le lendemain de l'annonce du troisième mandat controversé de Pierre Nkurunziza en avril 2015.

Le Président du Parti CNL qui était son principal challenger et qui était annoncé « par l'opinion » comme le gagnant aux présidentielles a préféré la voie de l'apaisement en acceptant d'entrer au parlement avec les miettes de voix qui lui ont été collées par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). En effet, malgré un score de 24% obtenu aux élections du 20 mai 2020 et des allégations de fraudes massives, le principal parti d'opposition, le CNL, n'a reçu aucun poste au sein du nouveau cabinet ministériel. Cela démontre à suffisance une volonté délibérée du CNDD-FDD de faire cavalier seul avec toutes les conséquences politiques que cela pourrait entrainer et d'écarter toute idée allant dans le sens de la reprise d'un dialogue politique inclusif.

Quant au parti UPRONA, il était déjà émietté pendant la campagne électorale. En effet, des membres du parti s'étaient déjà ralliés aux CNDD-FDD dans les meetings avec les uniformes de l'UPRONA sans être inquiétés par les organes en charge de l'organisation des élections (la CENI et ses démembrements). Les cérémonies d'indépendance du Burundi, célébrées tous les 1<sup>er</sup> juillet, rendent encore visible ce Parti qui se targue d'avoir apporté l'indépendance au Burundi mais qui est vilipendé, accusé d'avoir été à la solde des criminels de 1972.

Le parti FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi) gagnant des « premières élections véritablement démocratiques de 1992 » est presque inexistant sur terrain, lui-même phagocyté par le tout puissant CNDD-FDD. Toutefois, le Parti de Melchior Ndadaye garde sa visibilité grâce au tonitruant Léonce Ngendakumana qui, bien qu'ayant à maintes reprises été intimidé, est resté constant dans ses déclarations désapprouvant tant soit peu les agissements du tout puissant parti présidentiel.

Les cérémonies marquant l'Assassinat du Président Mechior Ndadaye maintiennent également en vie ce parti FRODEBU qui chasse sur le même terrain que tous les partis qui se disent poursuivre l'héritage de Ndadaye et qui, en réalité, ne sont autres que ceux qui se rangeaient sous l'appellation de G7, pour ne pas les nommer hutus, lors des Accords d'Arusha pour la Paix et la réconciliation. Il aurait pu mieux survivre s'il n'y avait pas la prédation politique du CNDD-FDD.

Le décès de Pierre Nkurunziza avant l'investiture d'Evariste Ndayishimiye était une opportunité pour celui-ci de se débarrasser d'une tutelle quelque peu gênante de son prédécesseur perçu comme un dictateur, un oppresseur qui s'est éloigné de toute voix discordante interne et externe. D'aucuns s'attendaient à voir le Président Ndayishimiye se surpasser et tendre la main à l'opposition en exil et

6

.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Rapport conjoint de la société civile burundaise au terme des 100 jours du régime du Président Evariste Ndayishimiye.

à la communauté internationale à la grande satisfaction de tous et à la reprise du chemin de la paix et de la coopération internationale.

Le premier pas plus que décisif vers l'exclusion est cependant à placer au jour de la tentative de coup d'Etat du 13 Mai 2015 qui a été une précieuse occasion pour le CNDD-FDD d'écarter toute opposition et toute tendance à la dissidence interne et ainsi de régner en maître absolu sur la scène politique burundaise. Le Président Evariste Ndayishimiye est loin de se défaire des grand ténors et ailes durs du parti présidentiel qui l'on investit. Ils n'ont apparemment d'autres choix que de régner par la terreur pour allonger leur survie politique.

### II. Cadre juridique des partis politiques

### 2.1. Définition des concepts

**Espace politique**: En parlant de gestion de l'espace politique au Burundi, nous n'avons aucune prétention d'aborder la question sous son angle purement géopolitique. Nous voulons seulement toucher à la question de la liberté donnée aux acteurs et partis politiques d'user de leurs prérogatives constitutionnelles.

Fonctionnement des partis politiques: Par fonctionnement des partis politiques, il faut entendre ici leur liberté d'action sur terrain, leur visibilité dans le temps et dans l'espace. On touche également l'influence des partis politiques sur les décisions stratégiques qui guident le pays.

### 2.2. Régime des partis politiques au Burundi

Les partis politiques du Burundi sont régis par la Constitution de la République du Burundi du 7 juin 2018 qui stipule en son article 75 que « le multipartisme est reconnu au Burundi ». Par ailleurs, en vertu de son article 76, « les partis politiques peuvent se constituer librement conformément à la loi. Ils sont agréés conformément à la loi. »

L'article 77 précise : « Constitue un parti politique une association sans but lucratif regroupant des citoyens autour d'un projet de société démocratique fondé sur l'unité nationale, avec un programme distinct aux objectifs précis répondant au souci de servir l'intérêt général et d'assurer l'épanouissement de tous les citoyens. »

Les partis politiques sont également régis par d'autres lois ordinaires comme la Loi n°1/16 du 10 septembre 2011 portant révision de la loi du 26 juin 2003 portant organisation et fonctionnement des partis politiques et la Loi n°1/25 du 14 novembre 2012 portant statut de l'opposition politique au Burundi votée dans le cadre de la consolidation de la démocratie pluraliste par le débat politique et la compétition pacifique pour l'accession au pouvoir.

### III. De l'occupation de l'espace politique : accaparement, exclusion et intimidation

Point n'est besoin de répéter que le Burundi est un pays qui a intégré le pluralisme politique dans son arsenal juridique. Aujourd'hui, on compte au moins 36 partis politiques agréés au Burundi.

Cependant, les partis qui sont visibles et actifs sur le terrain se comptent sur les doigts de la main, à savoir le FNL, le CNL, l'UPRONA, le CNDD, le CNDD-FDD et le FRODEBU.

### 3.1. Accaparement de l'espace politique par le CNDD-FDD

« Aux fins de promouvoir la démocratie et l'épanouissement des partis politiques, l'Etat contribue au financement des partis politiques de manière équitable, proportionnellement au nombre de sièges qu'ils détiennent à l'Assemblée Nationale. Ce financement peut s'appliquer aussi bien au fonctionnement des partis politiques qu'aux campagnes électorales et doit être transparent. » (Art. 84 de la Constitution).

Cependant, le CNDD-FDD est devenu plus tout-puissant que jamais<sup>9</sup> selon une analyse du Journal Jeune Afrique sur la situation politique au Burundi. En effet, plus d'un an après la disparition de Pierre Nkurunziza et l'investiture d'Évariste Ndayishimiye, le parti présidentiel ne semble ni s'ouvrir ni vouloir changer de ligne et continue de concentrer tous les pouvoirs.

La révision constitutionnelle de 2018 a mis fin à l'obligation de concertation et d'inclusion de l'opposition consacrée par la constitution de 2005 issue de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Cela a encore renforcé son contrôle sur les institutions du pays, alors que la disparition inattendue, le 8 juin 2020, de l'ancien président Pierre Nkurunziza n'a fait qu'élever davantage ce dernier dans le panthéon du parti, et donc de l'État, tant les deux semblent s'être confondus au fil des ans.

Le jour de sa mort est d'ailleurs devenu férié pour les Burundais, appelés à commémorer chaque année celui qui est très officiellement consacré « Guide suprême du patriotisme » <sup>10</sup>, « en reconnaissance de son engagement pour la défense et la souveraineté nationale », comme le dispose la loi du 4 juin 2021 lui consacrant ce titre honorifique.

<sup>10</sup> Loi-No-14-du-04-juin-2021-portant-Modification-de-la-Loi-No-06-du-10-mars-2020-portant-Instauration-et-Octroi-du-Statut-de-Guide-Supreme-du-Patriotisme-au-Burundi-au-President-Pierre-Nkurunziza.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> https://www.jeuneafrique.com/1199148/politique/burundi-le-cndd-fdd-plus-tout-puissant-que-jamais

### 3.2. Manipulation du fait religieux pour se garantir plus d'emprise sur la population

Pour asseoir l'influence du CNDD-FDD et de son « Guide suprême du patriotisme », il faut doter à Pierre Nkurunziza des vertus de saint et ainsi le vénérer pendant des jours de suite par des prières et



De Gauche à droite, Evariste Ndayishimiye et son épouse en 2021 et Pierre Nkurunziza en 2018.

des chansons. Ceux qui ne s'associent pas auxdites célébrations d'aujourd'hui sont des suppôts du diable selon le président Evariste Ndayishimiye<sup>11</sup>.

Trois jours de prières depuis le 18 juin 2021 pour célébrer le premier anniversaire de l'arrivée au



pouvoir du nouveau chef de l'État. Le président Ndayishimiye, fervent catholique<sup>12</sup> a voulu se consacrer à la prière plutôt qu'au discours. Pour le CNDD-FDD, c'est l'occasion de montrer une fois encore sa belle unité et de tordre le cou à certaines rumeurs de dissensions internes qui circulent à Bujumbura.

Tous les derniers jeudi de mois, le CNDD-FDD organise une prière d'action de grâce dans toutes les provinces. Ce sont des occasions qui mobilisent tous les fils et filles de l'aigle et qui bloquent pratiquement toutes les autres

activités socio-économiques du pays. Une autre façon pour le parti présidentiel de s'assurer de sa présence sur terrain et de montrer ses muscles à toute tendance à l'opposition.

### 3.3. Présence accrue et prise de parole dans les assemblées des différentes Eglises

Depuis la mise en place des institutions de 2020, les autorités du pays au plus haut sommet sont toujours présentes dans les églises. Ils profitent toujours de ces occasions pour enseigner la parole de Dieu, donner des conseils et expliquer les orientations que le pays a prises pour le bien-être de la population.

L'Eglise catholique avait refusé de telles prises de parole dans les églises au Président Pierre Nkurunziza. Probablement que c'était dû au fait qu'il était d'obédience protestante. Mais,

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> https://www.jeuneafrique.com/1199148/politique/burundi-le-cndd-fdd-plus-tout-puissant-que-jamais

Le Pape François accorde avec grand cœur l'implorée Bénédiction Apostolique à Evariste Ndayishimiye, président du parti CNDD-FDD, qui fêtait ses 50 ans d'anniversaire ce samedi dernier, disponible sur le site web : <a href="https://web.facebook.com/watch/?v=961902550659401">https://web.facebook.com/watch/?v=961902550659401</a>

actuellement, son successeur est un fervent catholique. Raison pour laquelle ces prises de parole lui seraient accordées.

### 3.4. De l'exclusion et de l'intimidation

Depuis que l'on est sorti des élections de 2020 jusqu'au 21 octobre 2021, le parti CNL a dénombré plus de 200 cas d'arrestations arbitraires, plus de 20 personnes tuées et portées disparues sur tout le territoire national<sup>13</sup>. Bien plus, la Ligue Iteka a dénombré 32 cas d'enlèvement des membres du CNL rien qu'entre juillet et septembre 2021.

Donc, depuis fin août 2021, il y a eu une vague d'arrestations à Bujumbura et dans les provinces. Toutes les personnes arrêtées étant accusées de détention illégale d'armes et de participation à des bandes armées.

Pour le Président du CNL, la plupart des personnes arrêtées sont âgées de plus de 50 à 60 ans. Il y a lieu de s'imaginer comment un vieux s'en irait à l'aventure armée. Ce sont des montages grotesques toujours concoctés depuis que le CNDD-FDD est aux affaires en 2005.

Depuis un certain temps, les renseignements militaires s'immiscent dans des affaires qui reviennent normalement aux services du SNR, une police présidentielle chargée des renseignements, ce qui constitue un fait nouveau dans le système de répression des opposants réels ou supposés au régime en place. Ainsi, plusieurs cas d'enlèvements et de disparitions ont été enregistrés depuis le mois de septembre 2021, les familles des victimes accusant et recherchant toujours les leurs dans les cachots du SNR en vain. De plus, des lieux de détentions secrets et incontrôlés sont éparpillés dans les quartiers de la capitale économique, Bujumbura.

Ce sont ces actes d'intimidation qui dissuadent la population de rester active dans les partis de l'opposition après les élections toujours suivies par un ratissage et des excursions punitives contre les perdants. Ici il faut penser aux membres du CNL qui, pendant les campagnes électorales, n'ont aucune crainte d'affronter le CNDD-FDD et parfois même de se proférer des menaces qui aboutissent même à des confrontations physiques.

# 3.5. Les Jeunes Imbonerakure et administratifs zélés maintiennent sous pression quartiers et collines

Les Imbonerakure sont toujours soupçonnés de contribuer à maintenir sous pression les collines et quartiers à travers tout le pays. Le nouveau Président ne comprend pas l'obstination de la communauté internationale à voir dans les Imbonerakure autre chose que le mouvement des jeunes du CNDD-FDD. Accusés de toutes les violences commises en 2015 et les années suivantes, ils sont toujours soupçonnés de contribuer à maintenir sous pression tout le pays. « Il arrive parfois qu'ils

10

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> https://rpa.bi/index.php/actualites/3droits-de-l-homme/le-patron-du-cnl-sort-enfin-du-silence-pour-denoncer-les-exactions-a-l-endroit-de-ses-fideles

travaillent aux côtés des forces de police pour maintenir l'ordre », concède Révérien Ndikuriyo, lequel préfère soutenir qu'« au Burundi, il n'existe pas un mètre carré où règne l'insécurité »<sup>14</sup>.

Cependant, pour assurer la sécurité du pays, il a été mis en place une politique intégrant une quadrilogie : (i) les forces de défense et de sécurité (armée et la police) ; (ii) l'administration : (iii) la population (spécialement composée par de jeunes Imbonerakure (Mouvement de jeunes affiliés au CNDD-FDD) et (iv) la justice généralement représentée par des OPJ pour s'occuper des cas de flagrance. C'est ainsi que ces administratifs et ces jeunes civils se croient investis de tous les pouvoirs. Ils arrêtent des gens sans se soucier des procédures normalement respectées par les vrais détenteurs de l'autorité.

Le plus souvent, les auteurs des arrestations orientées contre les CNL et les retraités des corps de défense et de sécurité sont des administratifs, des Imbonerakure, des agents du SNR. Leurs modus operandi consiste à arrêter des gens pendant la nuit sans mandat, avec des véhicules sans immatriculation, manifestement avec des intentions criminelles. Ils ne sont pas du tout inquiétés parce qu'ils travaillent en complicité avec des civils, des policiers et des militaires dont l'esprit de division et de haine n'a pas encore été apprivoisé par les longues années que le CNDD-FDD vient de passer aux affaires.

Lors d'une descente du président de la République en province de Rumonge (sud-ouest), les magistrats ont affirmé haut et fort qu'ils ont des injonctions de la part des Généraux, de la part des dirigeants du CNDD-FDD pour prononcer le verdict dans le sens qu'ils désirent. Ceci prouve à suffisance que la justice équitable est loin d'être d'actualité au Burundi. Dans la quasi-totalité des institutions du pays, la volonté du CNDD-FDD prime sur l'État. 15

## 3.6. Militarisation de la jeunesse à travers une semaine dédiée aux héros de la lutte pour la paix et la démocratie

Une semaine par an est dédiée aux héros de lutte pour la démocratie au CNDD-FDD. C'est une occasion pour se souvenir des moments passés au maquis et de la vie qu'ils y ont menée au quotidien.

Ce sont également des occasions à peine voilées des garder mobilisée la jeunesse autour de l'idéologie de la lutte. Des jeunes Imbonerakure s'adonnent à des exercices et parades paramilitaires de même que des jeunes dits « Ibiswi vy'inkona » (Aiglons en français). C'est enfin une façon de semer la terreur dans le pays ayant longtemps souffert des affres de guerre. <sup>16</sup>

<sup>1414</sup> https://www.jeuneafrigue.com/1199148/politique/burundi-le-cndd-fdd-plus-tout-puissant-que-jamais

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Agathon Rwasa lors du Congrès National du CNL pour la liberté le 21/10/2020 organisé sous le thème : Démocratie et droits de l'homme.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> YouTube ISHAMI TV, 22 nov. 2021.



On a l'impression de revenir plus de quarante ans en arrière, à l'époque du parti unique, UPRONA, où les jeunes affiliés au parti, JRR faisaient la pluie et le beau temps à l'image des Imbonerakure actuels. Les enfants « Abadiridiri » de l'UPRONA étaient politiquement éduqués, exactement comme les enfants « Ibiswi vy'inkona » du CNDD-FDD.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le FRODEBU a expérimenté la même situation par les jeunes « JEDEBU ». Ce ne serait pas superfétatoire de penser que le CNL ferait la même chose avec des « IVYUMA VY'INDEGE » s'il lui était réservé un espace de pouvoir.

### 3.7. Résilience et/ou résistance des partis politiques burundais face au CNDD-FDD

Déjà à la veille des élections de 2005, le paysage politique burundais enregistrait 35 partis politiques. Un véritable laminage a été ensuite opéré par les différents scrutins qui ont mis en exergue le poids et l'influence réels de chaque parti. Ainsi, au niveau de l'Assemblée Nationale, seuls 5 partis ont pu décrocher des sièges : CNDD-FDD (64 sièges) ; Sahwanya-FRODEBU (30 sièges) ; UPRONA (15 sièges) ; CNDD (4 sièges) et MRC (2 sièges). Le reste des sièges revenait à la communauté des Batwa<sup>18</sup>.

Outre cette réduction drastique du nombre des partis politiques présents dans les institutions et véritablement actifs sur le terrain, l'évolution du paysage politique burundais revêtait d'autres aspects intéressants et encourageants quand on se réfère aux divisions à caractère ethnique qui ont longtemps marqué la vie politique et sécuritaire nationale. Il s'agissait de l'inclusion des « équilibres ethniques » dans la constitution de 2005 issue de l'accord d'Arusha. Cependant, la pratique et la nouvelle constitution de 2018 ne donnent plus d'espoir au groupe ethnique tutsi ni au partis politiques par ailleurs si l'on s'en tient aux résultats de 2020. Trois partis politiques dans les institutions dont le CNDD-FDD à pied de géant avec plus de 70% et une représentation nulle au Gouvernement pour un parti CNL qui compte pourtant 24% de députés. Ceci consacre la fin du partage et de l'inclusion politique. Tout porte à comprendre que le CNDD-FDD n'a pas compris les dérives d'un monopartisme.

-

<sup>17</sup> https://www.youtube.com/watch?v=CCzeZC P8pQ

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Sylvestre Ntibantunganya, Burundi: Décomposition –Recomposition du paysage politique et transition inachevée.

Quelles sont alors les stratégies adoptées face à la fermeture progressive de l'espace politique burundais ?

### 3.7.1. Des partis politiques qui n'existent que de nom et qui ne sont représentés qu'au sommet

Depuis l'époque des violences politiques et les crimes qui ont suivi les élections de 2010, plusieurs partis politiques se sont stratégiquement rangés du côté du puissant. En effet, les responsables desdits partis ont préféré faire la politique de ce qu'on appelle le « ventriotisme », c'est-à-dire agir pour assouvir leurs intérêts personnels aux dépens de l'intérêt général, leurs consciences savamment amoindries et achetées par le parti au pouvoir.

Ils reçoivent des postes dans des sociétés publiques et parapubliques et se contentent de bouffer seuls des dividendes des années de combat politique. Pendant les campagnes électorales, ils alignent stratégiquement des membres du CNDD-FDD tout en sachant qu'ils n'auront pas leurs voix lors des scrutins. Une question de montrer à la face du monde que le Burundi vit un multipartisme.

En contrepartie, le CNDD-FDD les maintient dans cet état pour les prochaines élections car il s'est convaincu que la fin des élections conduit à la préparation des élections ultérieures.

### 3.7.2. Des partis politiques à réaction mitigée

Les partis politiques de cette catégorie ne sont pas légion au Burundi. Il s'agit des partis dirigés par des quémandeurs de poste et qui, une fois défaits, rehaussent encore la voix pour se faire remarquer. Il y a ici lieu de donner l'exemple du parti FNL de Jacques Bigirimana qui agit quand il faut réclamer quelque chose pour le président du parti.

### 3.7.3. Des partis politiques divisés en ailes et dont certaines se trouvent en exil

Après les élections de 2010, dix partis de l'opposition réunis en ce qu'ils ont appelé l'*ADC-Ikibiri* (Alliance des Démocrates pour le changement) voulaient négocier avec le CNDD-FDD parce qu'ils jugeaient peu crédibles les résultats qui en sont issus. Après les élections controversées de 2015, que le CNARED qualifie de comédie électorale, l'UPRONA de Nditije Charles est en exil de même que le SAHWANYA FRODEBU NYAKURI de Jean Minani. Ce sont des ailes des principaux partis UPRONA des indépendances et FRODEBU des premières heures du multipartisme au Burundi. Notons que la plupart des partis dits de l'opposition ont fait le choix de l'opportunisme en s'alliant au plus fort sur la scène politique.

Ces trois formations politiques (le FRODEBU, le MSD et le CNL) figurent comme des acteurs d'envergure sur la scène politique burundaise, mais leur nature, leur parcours et leurs positionnements politiques diffèrent l'un à l'autre.

### a) Le FRODEBU

Le FRODEBU, fort d'une longue expérience en politique, étant l'un des partis les plus anciens du pays (il a joué un rôle central dans le processus d'ouverture politique des années 1990), a su résister



à la tourmente en gardant un petit espace à l'intérieur du pays. Il se réclame d'orientation socialiste et son président, Léonce Ngendakumana, avait été élu, *via* des élections primaires, comme candidat à la présidence à la dernière élection de 2020.

Bien que n'ayant pas de représentation dans les institutions, le parti Sahwanya Frodebu organise quelques rares activités dont un atelier pour s'évaluer. Ainsi, le FRODEBU

fait le constat que les nombreuses pratiques de mauvaise gouvernance démocratique et économiques visibles dans le pays peuvent faire reculer la Nation burundaise dans les graves situations antérieures si l'on n'y prend pas garde<sup>19</sup> ».

Mais une autre décision intéresse à plus d'un titre : « Le Parti devra aussi renforcer ses relations avec le Parti au pouvoir et les autres différents partenaires nationaux et internationaux en vue de mieux affronter les défis qui se posent dans le pays<sup>20</sup>. ». Par ailleurs, « le Parti Sahwanya-Frodebu continuera de suivre de près les activités et questions en cours dans le pays relatives aux évènements de 1972, 1988, 1993 et autres moments tragiques qu'a connus notre pays et exprimera sa position chaque fois que de besoin<sup>21</sup> », a-t-il renchéri.

### 3.7.4. Des partis politiques qui ont été contraints à la clandestinité et à l'exil

Le parti MSD, en revanche, a été suspendu à maintes reprises et son président, Alexis Sinduhije, incarcéré plusieurs fois. Il vit désormais en exil. Son premier responsable, Alexis Sinduhije, est un ancien journaliste, très connu dans le pays, qui s'est reconverti à la politique en 2007, fondant son parti qui s'inspire des principes humanistes et démocratiques.

François Nyamoya, son secrétaire général, avocat et professeur d'universités, est une figure emblématique de la révolte contre les actes barbares du CNDD-FDD. Les dossiers hautement sensibles qu'il a défendus devant les juridictions du Burundi ont conféré à ce fils de l'ancien Premier ministre du Burundi, Albin NYAMOYA, une notoriété et une admiration par l'opposition. Il vit lui aussi en exil depuis 2015.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Communiqué du Parti Sahwanya FRODEBU à l'occasion de la tenue d'une retraite du comité exécutif national du parti Sahwanya-Frodebu, point 2.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Idem

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Idem

Le parti MSD est accusé par le pouvoir de Gitega d'entretenir la rébellion Red-Tabara basée à l'Est de la RDC et qui fait parfois des incursions à la frontière Ouest du pays.

### 3.7.5. Des partis qui déclarent ouvertement leur caractère de parti de l'opposition

Mis à part les partis comme le MSD, qui sont en exil et dont les responsables sont poursuivis par des mandats d'arrêts internationaux, le CNL d'Agathon Rwasa se comporte comme un vrai parti de l'opposition.

Le CNL de Rwasa a fait l'objet d'un parcours encore plus tortueux. Né dans la clandestinité comme un mouvement politico-militaire en 1980 (sous le nom de PALIPEHUTU), il a été agréé comme parti politique seulement en 2009 (sous le nom de FNL), pour devenir ensuite CNL. Rwasa avait, en effet, été évincé de son parti FNL en 2011, lorsqu'il se trouvait en exil et le FNL avait été récupéré par des ex-membres agissant pour le compte du CNDD-FDD, dans sa tentative d'affaiblir et diviser le mouvement. Cependant, la majorité des militants sont restés fidèles à Rwasa, on peut par conséquent considérer le CNL comme la continuité du FNL.

Depuis l'installation des institutions issues des élections de 2020, les responsables des partis politiques de l'opposition ne se sont plus présentés pour opposer une voix divergence à celle du parti au pouvoir. Une façon pour les responsables d'attendre des faveurs du CNDD-FDD et/ou de ne pas s'attirer des ennuis dans cette république prédatrice des libertés publiques.

Toutefois, quoiqu'ayant accepté les résultats des urnes, le Président du CNL n'a de cesse de dénoncer une période électorale ayant été caractérisée par une violence inouïe et une gestion du processus électoral qui reste l'apanage de ceux qui gèrent le pouvoir. Pour le seul opposant crédible mais visiblement amoindri, ceci a pour conséquence la manipulation des élections <sup>22</sup>. La démocratie suppose un État de droit, la liberté d'opinion et d'association, l'espace politique ouvert à tous et une opposition qui jouit de ses droits sans être qualifiée d'ennemi de la nation. Or, pour le CNDD-FDD et les responsables des institutions qui en sont issues, toute voix divergente émane d'un ennemi de la nation.

Malgré ces cheminements variés, ces trois partis font tous face aux conséquences liées à la fermeture autoritaire de l'espace politique burundais représentant un défi pour leur survie. Aucun d'eux ne bénéficie de financements étatiques, et leurs activités politiques sur le terrain sont inhibées par les menaces du parti au pouvoir et, en particulier, des *imbonerakure*, le groupe de jeunes du parti au pouvoir devenu depuis 2010 une véritable milice armée. Leurs permanences sont fermées, les militants intimidés, arrêtés, voire tués. Militer est une activité à haut risque au Burundi. Et pourtant, la foi partisane demeure, comme le montre la capacité de résilience de l'opposition burundaise.

### 3.8. Des initiatives de paix

\_

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Agathon Rwasa lors du Congré National du CNL pour la liberté 21/10/2020 organisé sous le thème : Démocratie et droits de l'homme

### 3.8.1. Mise en place d'un forum des partis politiques du Burundi (FDP)

Ce forum est une structure qui a été mise en place conjointement par le gouvernement du Burundi et les Nations Unies aux fins de créer un cadre d'expression et de concertation entre les partis politiques d'une part et entre les partis politiques et les autres institutions du pays d'autre part. Ce forum a été agrée par l'ordonnance no 530/214/1301 du 7 octobre 2009 et a été signé conjointement par les ministres ayant l'intérieur et la bonne gouvernance dans leurs attributions.<sup>23</sup>

Bien que de telles initiatives soient mises en avant surtout sur initiatives des partenaires, ici les Nations Unies, les engagements pris ne sont pas respectés par le Gouvernement CNDD-FDD. Les partis politiques ne sont pas financés et, alors sans financements, ils ne sont plus libres de mouvement ni d'action. La survie des partis politiques autres que le CNDD-FDD n'est pas évidente. Jacques Bigirimana, président du Parti FNL qui avait été le suppôt du parti au pouvoir pour couper l'herbe sous les pieds à Rwasa pour les élections de 2020, est désormais désabusé.

### 3.8.2. Tentative de rapprochement des jeunes pour la paix

Des partenaires techniques comme les ONG essaient de mettre un peu d'huile pour raviver le rapprochement entre les acteurs politiques burundais. En date du 4 au 6 février 2021, à l'Hôtel Royal Palace de Bujumbura, sous le haut patronage de son Excellence le Ministre de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique, l'organisation canadienne Zoom-Dynamique pour Paix, la Sécurité et le Développement (ZOOM-DPSD) a organisé un atelier en faveur des jeunes burundais sous le thème « un dialogue inclusif des jeunes Burundais » pour la paix, la réconciliation et le développement intégral du Burundi ».<sup>24</sup>

A l'issue de l'atelier, les jeunes présents ont entre autres recommandé aux leaders des partis politiques de (i) s'abstenir d'exploiter la situation de précarité économique des jeunes et de les encadrer dans leurs actions à la non usage de la force ; (ii) Assurer la responsabilité de gérer pacifiquement des conflits économiques et politiques par le dialogue ; (iii) Œuvrer dans le sens d'améliorer les conditions de vie à l'accueil à l'éducation socio-économique des jeunes rentrant de l'exil ; (iv) Créer un fond de garantie pour financer des projets à la rentabilité économique présentés par des jeunes ; (v) Respecter le règle de jeux électoral et sensibiliser les jeunes affiliés au partis politiques à chanter la paix ; (vi) Partager les résultats de cet atelier avec les autres jeunes de l'intérieur, les jeunes refugiés et ceux de la diaspora .

Le même partenaire a étendu l'action sur les responsables des partis politiques réunies en « FDP » en vue de répondre aux recommandations des jeunes. Malgré cela, la grogne bien fondé des partis politiques persiste mais n'empêche pas le CNDD-FDD de s'imposer en maître absolu.

16

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> https://mininterinfos.gov.bi/vers-une-synergie-au-sein-du-forum-des-partis-politiques/

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup>Idem.

#### IV. Conclusion

En somme, le Burundi est un pays qui reconnaît le multipartisme dans ses textes fondateurs. Cependant, le pouvoir issu du parti CNDD-FDD agit comme si on était dans un monopartisme de fait.

Les partis politiques manquent cruellement de financement, d'où leur absence d'actions sur terrain. Malgré l'existence d'une loi régissant l'opposition et les financements y afférents, les partis crient toujours, mais rien n'est fait.

Le groupement des partis politiques en Forum « FDP » pour un dialogue permanent ne change rien à la donne.

### V. Recommandations

### **Au Gouvernement:**

- Mettre en place un fonds de subvention des partis politiques et s'assurer de sa répartition équitable ;
- Se départir de l'emprise du CNDD-FDD comme parti et mettre en avant l'intérêt général ;
- Jouer pleinement son rôle régalien dans le respect des traités et conventions internationaux auxquels le Burundi a souscrit ;
- Organiser un débat inclusif pour remettre le pays sur le chemin de la démocratie et de l'Etat de droit :
- Règlementer les actions de la quadrilogie mise en place pour la sécurité du pays et s'assurer de punir toutes les dérives ;
- Cultiver dans la gouvernance du pays le principe d'un dialogue sans embûches entre les institutions et les autres forces politiques, sociales, civiles et morales influentes pour l'apaisement, le redressement et la consolidation de la paix et de la démocratie.

### **Aux Partis politiques:**

- Transcender tous les clivages et agir pour l'intérêt général ;
- Agir efficacement selon leurs visions pour l'unité de tous les burundais ;
- Se garder de diviser le pays dans des visées électoralistes.

### Aux partenaires techniques et financiers du Burundi :

- Accompagner le Burundi sur la voie de la démocratie et de l'Etat de droit.